

## **Sections de renseignement du Cameroun français sous mandat et adaptation aux défis de recherche de la profondeur stratégique (1939-1944)**

### **Intelligence sections in Cameroon under french mandate and adaptation to the challenges of strategic depth research (1939-1944)**

**FONDUFE Serge FOMONYUY**

Doctorant

Université de Manchester

Département des Sciences Sociales

Laboratoire des Relations Internationales et des Politiques Publiques  
Grande-Bretagne

**Saliou ABBA**

Chercheur

Centre National d'Éducation

Département des Études sur les Arts, Religions et Civilisations  
Laboratoire de l'Histoire de l'Humanité et les Mutations du Monde Contemporain  
Cameroun

**Date de soumission :** 26/12/2023

**Date d'acceptation :** 09/02/2024

**Pour citer cet article :**

FONDUFE. S.F. & ABBA. S. (2024) « Sections de renseignement du Cameroun français sous mandat et adaptation aux défis de recherche de la profondeur stratégique (1939-1944) », Revue Internationale du chercheur «Volume 5 : Numéro 1» pp : 398-412

### Résumé :

L'État colonial articulait-il son influence sur l'ensemble de son territoire ? La présente contribution tente de répondre à cette problématique qui structure les débats au sein des spécialistes de la surêté coloniale en Afrique. Pour d'aucuns en effet, partisans de la thèse de l'incontrôlabilité de l'État colonial, l'administration coloniale ne parvenait point à se déployer en raison de l'immensité du territoire et de l'insuffisance de ressources humaines et logistiques. Pour d'autres par contre, thuriféraires de la contrôlabilité de l'État colonial, cette incapacité n'est que conjoncturelle, car l'État colonial module son dispositif sécuritaire en fonction des enjeux politiques ou géopolitiques. Pour le démontrer, cette contribution inscrite sous la perspective de l'Intelligence Studies, revient sur la période de Cameroun sous mandat, où les sections de renseignement seront transformées en de véritables outils opérationnels. La consultation des sources d'archives et de la littérature spécialisée révèle que, non seulement la France, à travers le déploiement de ces segments, exerçait une domination effective sur l'ensemble du territoire à lui confié par la Société des Nations, mais parvenait également à étendre son périmètre sécuritaire jusqu'en Guinée Espagnole, considérée alors, en pleine Deuxième Guerre mondiale, comme base-arrière de l'Allemagne nazie dans le golfe de Guinée.

**Mots clés :** Cameroun ; Deuxième Guerre mondiale ; France ; Renseignement ; Sécurité

### Abstract:

Did the colonial state articulate its influence throughout its territory? This paper seeks to provide answers to this question that structures the debates within colonial superstition specialists in Africa. For some, supporters of the thesis of the uncontrollability of the colonial state, colonial administration could not be deployed because its immensity and limited human resources. For others, on the other hand, the colonial state's controllability, this incapacity is only conjunctual because, colonial State modules its security system according to political or geopolitical issues. To demonstrate this, this contribution, written in the perspective of Intelligence Studies, proposes to make a retrospective on Cameroon under mandate, the French authorities the operational segments of intelligence and transform them gradually into real operational tools. The consultation of archive sources and specialized literature reveals that France, through colonial intelligence sections, exercise its domination over the entire territory entrusted to it by the League of Nations, extended also its security perimeter to Spanish Guinea, then considered the bridgehead of Nazi Germany in the Gulf of Guinea.

**Keywords:** Cameroon ; France ; Intelligence ; Mandate ; ; Second World War ; Security

## Introduction

Aborder la question de la maîtrise effective du territoire par la puissance coloniale revient, en réalité, à interroger la spatialisation du dispositif de surêté coloniale. La communauté historienne se distingue, sur ce point, par une interprétation divergente du maillage sécuritaire du territoire colonial : David Killingray remet en cause la capacité de l'administration coloniale à exercer un contrôle effectif de son espace d'influence. Pour lui en effet, « de vastes régions de l'Afrique coloniale n'étaient pas surveillées par le gouvernement central, la plupart des troupes étaient numériquement petites » (Killingray, 1986). La superficie géographique de l'espace conquis, constitue donc le facteur explicatif du « No Man's Land », obligeant les autorités coloniales à ne se replier qu'aux localités centrales, ceci au détriment de celles de la périphérie. Roland Pourtier, à la suite de Killingray, révèle que l'administration coloniale, dans le cadre de l'exécution de ses missions régaliennes, recourt aux « moyens humains et matériels dérisoires » (Pourtier, 2015). Les antennes coloniales des services de renseignement métropolitain n'échappent pas à cette configuration : Emmanuel Blanchard et Joël Glassman décrivent un système de collecte d'informations défaillant dont l'immensité des territoires à mailler et le déficit en ressources humaines, annihilent toute efficacité dans la conduite des missions de surveillance et de renseignement (Blanchard & Glassman, 2012). Le Commissaire Roger Le Doussal, allant dans le même sens, renseigne que les agents de terrain éprouvent d'énormes difficultés, car « leur efficacité était entravée par la grande distance sociale et culturelle entre ces agents et les populations surveillées qu'ils avaient les peines à infiltrer. » (Le Doussal, 2011).

Toutefois, Thomas Martin relativise cette posture des thuriféraires de la thèse de l'incontrôlabilité du territoire par l'État colonial. Pour lui, l'administration coloniale module son maillage sécuritaire en fonction du contexte et des enjeux. Les insuffisances relevées par David Killingray, Emmanuel Blanchard et Joël Glassman ne sont que circonstancielles. Concernant le renseignement, l'intégration des personnels administratif et militaire d'origine européenne, pallie systématiquement les défaillances du système de surveillance et de collecte d'informations (Martin, 2007). À titre d'exemple, lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les sections coloniales de renseignement alors décrites comme défaillantes, sont restructurées : le personnel est renforcé avec le recrutement de nouveaux agents de terrain, mieux formés et aptes aux missions d'espionnage. Cette nouvelle donne spécifique à chaque colonie, s'applique également dans les territoires sous mandat franco-britannique, comme le précise Thomas Martin :

Les protectorats et les mandats n'étaient peut-être pas à proprement parler des colonies en termes constitutionnels, mais l'activité des services de sécurité y était assurément coloniale dans son essence fondamentale. La collecte de renseignements coloniaux chevauchait ainsi les frontières du renseignement militaire conventionnel, axé sur la collecte et l'analyse d'informations sur les puissances étrangères, et du renseignement de sécurité intérieure, consacré à la surveillance politique de la population nationale. (Martin, 2007).

Les précisions apportées sur les statuts des colonies et des mandats se justifient par le fait que le Pacte de la Société des Nations du 28 juin 1919, régissant les contours juridiques et politiques de l'administration des territoires sous mandat, est extrêmement contraignant concernant les manœuvres sécuritaires au sein des territoires sous mandat. L'Alinea 5 de l'Article 22 dudit traité insiste effectivement sur un dispositif sécuritaire léger, essentiellement axé autour du maintien de l'ordre et non autour du recours aux facilités militaires. Néanmoins, les métastases des rivalités géopolitiques européennes observées dans les colonies africaines et les territoires sous mandat, obligent l'État colonial à réadapter ledit traité au nouveau contexte insécuritaire. Les leviers sécuritaires et plus particulièrement les sections coloniales de renseignement des métropoles sont systématiquement reconfigurées par le renforcement des maillons humain et technologique.

Tout en souscrivant à la position de la relativité de la contrôlabilité du territoire colonial de Thomas Martin, la présente réflexion entend articuler le polymorphisme sécuritaire de l'État colonial comme variable paradigmatique. Il soutient que l'incontrôlabilité territoriale n'est qu'une donnée conjoncturelle dont l'État colonial arrime aux fluctuations sécuritaires ambiantes. Autrement dit, en fonction de l'amplitude et de la perception des menaces, l'État colonial génère des stratégies transformatives des composantes sécuritaires en de vecteurs de recherche de profondeur stratégique. Le Cameroun français sous mandat, alors au centre des revendications de l'Allemagne hitlérienne (Kum'a N'Dumbé III, 1980) constitue l'illustration de ce postulat. En effet, le regain d'intérêt allemand envers ce territoire perdu à l'issue de la Guerre 14-18, se traduit par l'installation d'antennes de services d'espionnage destinées à préparer, à partir de la colonie de Guinée Espagnole, le retour de l'Allemagne (Kuoh, 1990). Dès 1939, repère chronologique correspondant à la borne amont de notre réflexion, des unités opérationnelles essentiellement défensives sont créées par l'administration coloniale. Leurs missions consistent en la collecte d'informations, le démantèlement des cellules dormantes des services de contre-espionnage offensif allemand infiltrées dans les territoires sous influences françaises et dans la colonie de Guinée Espagnole. En 1944, la borne aval de notre

contribution, correspond à la période de désactivation, par les autorités françaises, des segments opératifs du renseignement colonial orientés vers les cibles de premières importances localisées hors des limites territoriales du Cameroun sous mandat.

Pour un dispositif sécuritaire colonial dont l'intelligence domestique est considérée comme défaillante, l'extranéité de la menace allemande se pose de nouveaux défis, d'où la question suivante : pourquoi et comment le Cameroun français sous mandat a-t-il articulé le dispositif de renseignement colonial alors confronté aux défis fonctionnels et structurels ? La réponse à cette préoccupation centrale permet d'associer l'hypothèse de base suivante, à savoir : l'extranéité des menaces générées par l'Allemagne hitlérienne constitue le déterminant des réajustements effectués au dispositif de renseignement au Cameroun sous mandat. La confirmation de ce postulat exige, au préalable, la construction d'une démarche méthodologique essentiellement axée autour de l'exploitation des documents d'archives déclassifiées et de la bibliographie spécifique aux problématiques de la surêté coloniale de manière générale, et particulièrement celle liée au renseignement colonial. Les données issues de l'exploitation des sources seront analysées sous la perspective théorique de l'Intelligence Studies (Gill & Phythian, 2016), notamment sa variante institutionnaliste, dont Michael Herman considère comme étude descriptive de l'évolution structurelle et fonctionnelle du renseignement en tant qu'institution (Laurent, et al. 2003). Cette perspective sera largement usitée afin de faire ressortir, dans un premier temps les obstacles fonctionnels et structurels rencontrés lors du déploiement des sections coloniales de renseignement. Dans un second temps, il sera question de présenter à la réorientation stratégique conséquente aux réajustements initiés par les autorités françaises dans le but de l'extension du rayon d'action de ces unités opératives hors des limites conventionnelles du Cameroun français sous mandat.

### **1. La territorialisation du renseignement, un maillage sujet aux difficultés fonctionnelles et logistiques**

Le déploiement de l'administration du Cameroun sous mandat de la France est inhérent aux sections coloniales de renseignement. La période coloniale témoigne de l'intense activité menée par ces leviers stratégiques qui sont prioritairement déployés pour la surveillance de vastes circonscriptions territoriales. Car, comme le révèle Romain Tiquet, l'objectif est « d'orienter la coercition, d'où qu'elle vienne, dans un sens qui ne remette pas en cause le gouvernement colonial » (Tiquet, 2018). Si les antennes coloniales de renseignement semblent remplir leurs missions avec succès, la domination de l'État colonial étant

incontestée sur l'ensemble des territoires conquis, les difficultés organisationnelles rencontrées posent des défis conséquents. En effet, comme nous allons le voir dans les lignes qui suivent, l'exécution des missions de contre-espionnage offensif et de contre-espionnage défensif se trouve limitée par une ressource humaine défaillante et par l'inadaptation des équipements de surveillance.

### **1.1. L'échec de la tentative d'indigénisation des capteurs humains de la S.E.Y.A.**

La Section d'Études de Yaoundé (S.E.Y.A.) est l'une des branches du contre-espionnage intérieur du Cameroun sous mandat français. Elle dispose d'un réseau de postes d'observations fixes avec pour missions, selon la note du 1<sup>er</sup> novembre 1939, de rechercher « les renseignements concernant des faits ayant eu lieu à l'intérieur de nos frontières. » (A.N.Y., APA11529, 1939). Le chef de la S.E.Y.A. est exclusivement issu du monde militaire, notamment, des officiers d'active ou des officiers de réserve de l'armée française. Les missions dévolues à cette section sont les suivantes :

Critiquer les renseignements reçus, les présenter sous la forme précise concise et complètement voulue, tenir à jour ses sommiers, ses croquis et ses cartes. [...] Rechercher des informateurs, les instruire, les actionner, établir et tenir à jour les fiches d'informateurs et des suspects, orienter ses chefs de postes (synthèses mensuelles, modifications aux plans de recherches, renseignements à rechercher, ordre d'urgence) et dans le cas échéant, les stimuler. [...] Chiffrer et déchiffrer, visiter ses postes deux ou trois fois par an, chiffrer et déchiffrer, assurer à Yaoundé, certaines liaisons personnelles [...]. (A.N.Y. /APA11529, 1939)

Le déploiement de cette unité opérative dédiée à l'intelligence domestique se repose sur des capteurs humains constitués essentiellement des employés mouchards, des agents inconscients et ponctuels recrutés au sein des populations locales (Lieutenant-colonel X & Léger. 2013). Il faut dire que les méthodes de recrutement de ces capteurs potentiels, n'obéissent pas aux canevases requis par le manuel de formation conçu par les autorités en charge de la sécurité. Ce personnel occasionnel peu formé se retrouve dans toute la chaîne de transmission et de collecte de données de terrain. L'inexpérience et la connaissance approximative de l'abécédaire des méthodes et des techniques d'espionnage et de contre-espionnage par le personnel indigène, attirent l'attention des cadres de la S.E.Y.A. qui redoutent l'exposition de l'ensemble du dispositif de renseignement. La note du 1<sup>er</sup> novembre 1939 apporte, ne fois de plus, des précisions sur les dispositions à prendre afin de préserver les activités de la S.E.Y.A. des fuites. Elle précise par exemple que « les plis destinés au Haut-Commissaire ne doivent pas être confiés à un indigène. » (A.N.Y./APA 11529, 1939). De cette instruction, l'on note

une remise en cause de la capacité des agents ponctuels à saisir les enjeux des renseignements transmis aux autorités françaises. Cette méconnaissance engendre la prudence, voire la méfiance de l'administration française à l'égard de tous les agents indigènes. En effet, l'ennemi pourrait, dans un contexte où la loyauté envers la France n'est pas encore complètement acquise, infiltrer le dispositif de renseignement et ainsi avoir accès aux données sensibles. L'absence de personnel qualifié au *prorata* de l'extension des zones de couverture ne constitue pas la seule difficulté rencontrée par la S.E.Y.A. Le dispositif logistique, notamment les équipements technologiques, sont inadaptés à la conduite des missions de surveillance et de renseignement.

## 1.2. L'usage du théodolite, un instrument indicateur d'une logistique défaillante

Le théodolite est un appareil usité en géodésie pour les mesures et arpentages et en météorologie pour déterminer la vitesse du vent et sa direction. Dans le cas du dispositif de surveillance maritime au Cameroun français, le théodolite est utilisé comme un outil de localisation des cibles maritimes. Le chef de la S.E.Y.A indique à ce propos qu'il est utilisé pour le repérage des navires ennemis, en fournissant des détails précis sur leur position exacte et leur déplacement ceci grâce à l'ajustement des lunettes incorporées (A.N.Y. APA 10400/E, 1940). Les missions de repérage reposent sur le panorama, le camouflage et la transmission instantanée des données télégraphiées et codées au Commandement Maritime de la Défense à Douala. Toutefois, le recours au théodolite comme outil de surveillance des côtes maritimes par la S.E.Y.A. comporte des problèmes de précision. Le rapport du Quartier-Maître Le Blais sur le repérage d'un sous-marin inconnu localisé au large de Campo, illustre l'imprécision de cet outil de reconnaissance. Il décrit que :

Aperçut quelque chose de noir sur la mer. Il lui a semblé que c'était un bâtiment de la longueur du « FOULAH » et tout entier hors de l'eau. Il monta immédiatement à la météo pour avoir une meilleure visibilité. Nous prîmes alors les jumelles et pûmes apercevoir sur l'eau, une masse noire assez semblable au kiosque d'un sous-marin dans le 300° [...]  
L'après-midi, le quartier-maître FELIX revit le sous-marin vers 15h30. Il vint aussitôt avertir le chef de poste de SR, lequel mit son théodolite en station. [...] Revenant une demi-heure après au théodolite, il constata que « l'objet » s'était déplacé de 2 ou 3 décigrades à peine. (A.N.Y., APA 10400/E, 1945)

Les descriptions fournies par le Quartier-Maître Le Blais le démontrent, le théodolite sondeur reconvertie comme matériel de surveillance visuelle, comporte des failles d'optique qui affecte la précision des renseignements collectés. Pourtant, la fiche technique de cet

instrument de mesure géodésique semble rassurante quant à la qualité et la performance. Ledit Théodolite de sondage enregistreur est de marque Albert-Lepetit, 20, rue Marie Debos, Montrouge (Seine). Il est doté d'une mise au point par rotation du porte-oculaire, d'un diamètre de l'objectif de 40 mm, d'un grossissement de la lunette : 20. C'est un théodolite à inscription automatique des azimuts et des inclinaisons, permettant des lectures d'angles très précises et doté d'un oculaire et d'un porte-réticule reçus récemment par avion. Après réglage et nettoyage, l'appareil en parfaite état, absolument neuf a été mis en service début 1940, à Campo (A.N.Y., /APA 10400/E, 1940). L'imprécision des informations fournies par les agents de terrain de la S.E.Y.A. soulèvent des interrogations sur leur capacité de manipulation du théodolite. Une situation d'autant plus inquiétante pour la S.E.Y.A. dans un contexte où des signalements récurrents des activités de sous-marins allemands sont transmis par les différents postes d'observation, des prémices de la Seconde Guerre mondiale.

## 2. La réorientation des segments opératifs et l'infiltration de la Guinée Espagnole

Les succès militaires enregistrés sur le front du nord, en l'occurrence celui de l'Europe, incitent l'État-major de la *Wehrmacht* à élargir la ceinture des tensions vers le golfe de Guinée (Lemay, 2005). Le choix porté sur cette zone est purement stratégique : elle comprend les colonies portugaise et espagnole, reconvertibles en de bases-arrières des prochaines opérations militaires (Payne, 1987). Dès 1939, des signes de cet intérêt allemand sont détectés par l'administration française au Cameroun : des informations collectées par les sections de renseignement coloniales font état de l'infiltration d'agents du contre-espionnage allemand et de la construction de facilités et d'infrastructures militaires. Comme le décrit le rapport de renseignement suivant :

Dans la Guinée Espagnole, 400 Allemands, sous les ordres de l'ancien Colonel du Génie Von Der GOOLZ, seraient occupés à des travaux de déboisement. En réalité, ils seraient employés à la construction de plusieurs bassins, dont quatre sont déjà achevés au confluent du fleuve Muni et Tambony. Ces bassins, métalliques, mesurent 100m de long sur 12 m de large et sont dragués à 8m de profondeur, séparés par des intervalles de 20 mètres. Cette zone est rigoureusement interdite, même aux autorités espagnoles. D'après cet ingénieur, ces bassins pourraient servir comme bases de sous-marins. (A.N.Y., APA, 10165/A, 1939)

L'aménagement d'infrastructures militaires par l'Allemagne hitlérienne fait de la Guinée Espagnole une cible prioritaire des services français et britanniques. Les deux puissances coloniales, selon Michael Barry Miller, concentrent leur attention sur l'île de Fernando Pô

(Miller, 1994). Le port de Santa Isabel, capitale de la colonie, est suspecté de servir de plateforme de ravitaillement en armes et munitions aux cellules passives allemandes détectées sur l'île de Fernando Pô, à Bata et au Cameroun sous mandat britannique. Il faut dire que l'alliance militaire circonstancielle entre l'Allemagne et l'Espagne a contribué à l'élargissement du rayon d'action du 2<sup>e</sup> Bureau de l'État-major allemand en outre-mer. Les possessions coloniales espagnoles abritent ce que Denis Rigden qualifie de *Sub-Station*, c'est-à-dire des postes opérationnels annexes chargés de la collecte des renseignements et de l'organisation des activités subversives (Rigden, 2004). Les mouvements allemands à proximité du Cameroun sous mandat, obligent la France à reconfigurer tout le dispositif sécuritaire avec une focalisation sur le renseignement, le renforcement des missions de surveillance aérienne et des télécommunications sur la Guinée Espagnole.

### **2.1. Le réajustement de la S.R.D.L et du S.R.I. en vecteurs de recherches en profondeur**

Face à l'offensive allemande de plus en plus pressante, l'administration du Cameroun sous mandat français opte pour la redéfinition des compétences des organes opérationnels de renseignement. Au vu du contexte insécuritaire, les missions dévolues à ces unités opérationnelles sont on ne peut plus claires : il s'agit d'infiltrer et d'installer des capteurs et des fixeurs dans la colonie de Guinée Espagnole. Mais pour y arriver, il fallait au préalable, procéder à la restructuration du Service Radioélectrique, du Déchiffrement et de Liaison (S.D.R.L.), le principal vecteur technologique du dispositif de renseignement. Cette restructuration intervient dans un environnement marqué par le conflit de compétence entre la S.R.D.L et la S.E.Y.A. De ce conflit résultent des retards récurrents lors de la transmission des informations au S.R.I. Interpellés à ce sujet, les différents responsables de la S.E.Y.A. et de la S.R.D.L. s'accusent mutuellement, sans pour autant trouver des solutions concrètes pour y remédier. Face à cette impasse fonctionnelle, le chef du Secteur VII de Brazzaville initie une note le 8 juin 1940 dans laquelle il définit clairement les attributions de chaque organe de renseignement :

Confirmant à cet égard mon T.O. 1230 de ce jour, je souligne ici que la communication immédiate du chef de S.R.D.L des renseignements extérieurs, recueillis par les divers organismes officiels de Douala, est absolument indispensable pour que le SRI remplisse correctement ses devoirs au Cameroun. Des exemples récents ont montré que des renseignements d'un intérêt évident avaient été portés à la connaissance du chef de SEYA avec un décalage d'un mois Afin d'éviter le retour de pareils faits, et éventuellement, de dégager ma responsabilité, je vous transmets la demande de M. J'ai l'honneur de vous

rendre compte que, M. le Capitaine Canitrot, en appelant votre attention sur la nécessité de le faire aboutir, me contentant pour ma part de souligner que le chef de S.R.D.L a été, à sa prise de service, accrédité par moi auprès de M. le Président de la Commission de Contrôle Postal de Douala. (A.N.Y., APA 10400/E, 1940)

Le recadrage du chef de Secteur VII de Brazzaville envers les responsables des composantes de renseignement, traduit en réalité les difficultés instaurées par l'hyper bureaucratization du dispositif de renseignement du Cameroun sous mandat de la France. Cette situation est à l'origine des retards observés dans la transmission des informations, un déficit célérité qui impacte sur son efficacité. La note du Chef du Secteur VII de Brazzaville invite les chefs d'antennes à diversifier leurs sources de renseignement : désormais, les capteurs doivent inclure les personnels de l'administration coloniale. L'intégration du personnel civil au sein du vaste réseau de capteurs humains, vient renforcer le système de renseignement du Cameroun français. Mais la nouveauté introduite par cette note reste sans doute celle de l'autonomisation des organes de renseignements vis-à-vis du S.R.I. et de son rattachement à l'État-Major Général des colonies. Les prérogatives des officiers du S.R.I. et celles des autres services de renseignements sont désormais établies par les notes et instructions du Chef d'État-major Général des Colonies.

Ainsi, comme le propose le Directeur des Affaires Politiques et Administratives, les officiers se doivent d'exploiter toutes les ressources possibles d'information en saisissant toute occasion favorable, prévue ou imprévues. L'atteinte des objectifs fixés à l'officier des services de renseignement nécessite une grande liberté d'action, des moyens matériels et financiers, mais aussi et surtout une bonne collaboration entre les différents segments opératifs. (A.N.Y., APA 10400/E, 1940). Les réajustements fonctionnels apportés aux organes de renseignement colonial français ont pour but de se parer aux défis sécuritaires causés par une présence allemande de plus en plus visible en Guinée Espagnole. L'extranéité de la menace incite la France à se rapprocher de la cible afin de mieux l'appréhender et d'anticiper ses actions. Des mesures sont prises par l'administration du Cameroun sous mandat de la France pour la création d'un vaste réseau de collecte d'informations sur les cibles allemandes de premier ordre. Constituer ce réseau demande, au préalable, le renforcement des moyens d'actions. Un recrutement des contacts et des fixeurs d'origine européenne, maîtrisant mieux l'environnement dans lequel évolue la cible est lancé.

## 2.2. Le recrutement d'un pisteur du S.R.I. en Guinée Espagnole : cas de M. AYALA

Pour les autorités du Cameroun français, infiltrer la Guinée Espagnole devient impérative. Pour ce faire, la première étape consiste en la création d'un réseau opérationnel constitué des pisteurs, c'est-à-dire des contacts à travers lesquels des informations et renseignements sur la Guinée Espagnole seront fournis de manière permanente. Le Chef de la Subdivision assurant concomitamment le Chef de poste S.R.I. d'Ambam, propose la piste espagnole comme solution : il suggère que les visites des Espagnols à Douala et à Yaoundé soient mises à profit par les agents de contre-espionnage. Cette stratégie pourrait, selon lui, faciliter la mise sur pied d'un réseau d'informateurs sur les mouvements de l'ennemi allemand. Son plan d'exécution il l'a décrit comme suit : « Nos méthodes ont été préconisées, les résultats que nous avons obtenus cités en exemple et il est question d'envoyer des fonctionnaires espagnols en stage au Cameroun pour leur informer des méthodes de renseignements. » (A.N.Y., APA 10165/A, 1939). Ainsi, établir la connexion entre les responsables sécuritaires et les ressortissants espagnols est un choix judicieux, surtout dans un contexte où l'aveuglement avéré des services de renseignement sur la Guinée Espagnole demeure un sujet préoccupant pour la France. Le recrutement d'un agent européen comporte également un autre avantage : il pourrait soulager le dispositif de renseignement dont le maillage territorial balbutiant et étiré sans cesse par la présence active des ressortissants germaniques au Cameroun britannique.

Pour construire le réseau de renseignement du S.R.I., le Chef de poste de S.R.I. d'Ambam va jeter son dévolu sur M. AYALA, commerçant espagnol possédant une case de passage en Guinée Continentale.<sup>1</sup> L'activité mercantile qu'il exerce est une passerelle qui lui permet d'établir des contacts et d'accéder à plusieurs personnalités du monde des affaires. Il faut rappeler qu'en Guinée Espagnole, les Allemands disposent d'une expérience assez reconnue dans les domaines du négoce du cacao, du café et du bois. La firme Woermann Linie fait d'ailleurs partie des entreprises européennes les plus anciennes dans la colonie de Guinée Espagnole (Quevedo, 2010). Dans une correspondance adressée au Chef du S.R.I., il décrit la technique d'approche pour entrer en contact avec ce personnage de la manière suivante : « le mode d'information consiste uniquement en des conversations amicales, habilement menées par le Chef S.R.I. M. AYALA sert de truchement dans bien des cas pour obtenir des

---

<sup>1</sup>Il faut rappeler que la colonie de Guinée Espagnole est une entité géographique bi-territoriale : une partie insulaire et une partie continentale. René Pélissier donne plus de précisions sur la particularité géographique de cette colonie sous influence espagnole. Pélissier, 1963, « La Guinée Espagnole » dans *Revue Française de Sciences Politiques*, 13<sup>e</sup> année, n°3.

renseignements nécessaires. Ce commerçant espagnol est toutefois un personnage sur le rôle duquel nous avons besoin d'être fixé. » (A.N.Y./APA 10400/E, 1940). L'approche optée par les autorités françaises n'est pas sans risques pour l'ensemble du dispositif de renseignement du Cameroun français. En effet, l'imprégnation des fonctionnaires espagnols à la cause française ne pourrait garantir leur loyauté, nonobstant la posture « neutre » optée par l'Espagne à l'égard du conflit de la Seconde Guerre mondiale (Carreras, 1985). Si l'Espagne du Général Franco s'est désengagée militairement du conflit, il n'en demeure pas moins qu'elle partage des renseignements avec la partie allemande. Cette versatilité pourrait contribuer à la reconversion d'un contact en un agent double opérant, sans complaisance, pour les deux camps. Une autre préoccupation tient au fait que les agents d'infiltration sont généralement moins expérimentés et que leur supervision sur le terrain peut s'avérer insuffisante (Miller, 1987). La question de la fiabilité d'un tel prospecteur de données, est posée par un Officier du S.R.I. en observant que « Jusqu'à présent, M. AYALA a fourni des renseignements [...] Mais, il est permis de se demander si cet exilé, qui voudrait bien récupérer ce qu'il a perdu, n'est pas précisément un agent du S.R. espagnol chez nous. Ceci n'est qu'une hypothèse » (A.N.Y./APA 10400/E, 1940). Pour les responsables français, la collaboration avec l'agent M. AYALA est un risque à prendre dans leur volonté d'infiltration de la Guinée Espagnole. La conduite de l'opération d'infiltration de la Guinée Espagnole est confiée au 2<sup>ème</sup> Bureau de l'État-major de l'armée du Gouvernement Provisoire de la République Française. Ce service de l'armée est spécialisé dans la centralisation du renseignement de type opérationnel destiné à anticiper et à orienter les unités dédiées au contre-espionnage militaire offensif.

## Conclusion

À l'issue de cette réflexion, l'on peut dire sans embage que contrairement à la posture de l'incontrôlabilité de l'espace d'influence et au vu des éléments résultant de l'exploitation des sources d'archives et d'ouvrages spécialisés, l'État colonial dispose des moyens sécuritaires articulés en fonction des enjeux politiques et géopolitiques. Le Cameroun français constitue le parfait indicateur de cette polymorphité de l'État colonial : l'aveuglement des sections de renseignement envers la Guinée Espagnole et les dysfonctionnements structurels (absence de personnel qualifié, inadaptation du matériel de surveillance...) des segments opératifs des institutions de collectes de renseignement ont été de véritables catalyseurs de la réorientation et de l'adaptation aux réalités insécuritaires générées par l'Allemagne hitlérienne. Les



réajustements apportés aux sections de renseignements, procurent ainsi une profondeur stratégique conséquente à la puissance coloniale française alors imprégnée des gradations des activités allemandes dans le golfe de Guinée de manière générale et en Guinée Espagnole en particulier. Les réformes entreprises pour l'amélioration du fonctionnement du dispositif de renseignement colonial, inaugure une nouvelle phase du processus de sécurisation des intérêts français dans un contexte où le golfe de Guinée s'est transformé en un terrain jeu et de rivalités géopolitiques et idéologiques entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. La portée de l'initiative sécuritaire en faveur de l'extension du champ d'action des sections coloniales françaises, suscite des questionnements sur la probabilité d'une guerre clandestine opposant les antennes des services de renseignement des métropoles coloniales européennes sur la scène africaine.

## Bibliographie

Archives Nationales de Yaoundé (ANY). Affaires Politiques et Administratives (APA) 11529. Territoire du Cameroun-Suppression du SEYA note n°188 du Lieutenant Christian Laigret, sur l'organisation de la SEYA. Note n°722/S relative à l'organisation de la SEYA.

A.N.Y. /APA 10400/E Guerre 1939-1945, Sécurité du Territoire, S.E.Y.A, Note de renseignement n°485 du 28 mars 1940.

A.N.Y., APA 10400/E Guerre 1939-1945. Sécurité du Territoire, Note SEYA N°325 sur la Surveillance de la côte Maritime de Campo.

A.N.Y., APA 10400/E Guerre 1939-1945. Sécurité du territoire. S.E.Y.A Note de renseignement n°471 du 26 mars 1940.

A.N.Y., APA, 10165/A Renseignement sur la Guinée Espagnole. Note N°612/2 État-Major Colonial du 6 juin 1939.

A.N.Y., APA 10400/E Guerre 1939-1945. Sécurité du Territoire, Le Directeur des Affaires Politiques et Administratives. Fonctionnement du S.R.D.L.Note n°1233 du 8 juin 1940

A.N.Y., APA 10400/E Guerre 1939-1945. Sécurité du Territoire, Note à Monsieur le Directeur des Affaires Politiques et Administratives. Note de la S.E.Y.A. n°1362 du 03 juillet 1940.

A.N.Y./APA 10165/A Renseignement sur la Guinée Espagnole 1939-1945. Note de renseignement n°5

A.N.Y./APA 10400/E Guerre 1939-1945 Sécurité du territoire. S.E.Y.A note de renseignement n° 20, sur la Guinée Espagnole du 13 janvier 1940, p.7

Blanchard E. & Glassman J. (2012). « Introduction générale. Le maintien de l'ordre dans l'Empire français : une historiographie émergente » dans Bat J-C et al. Maintenir l'ordre colonial. Afrique, Madagascar, XIX<sup>E</sup>-XX<sup>E</sup> siècles, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp : 11-41

Carreras J. (1985). « Guinea Ecuatorial Español en el contexto de la Segunda Guerra Mundial. » Cuadernos de Historia Moderna y Contemporánea, Madrid, Universidad Complutense, pp : 243-256.

Gill P. & Phythian M. (2016). « What is Intelligence Studies ? » International Journal of Intelligence, Security, and Public Affairs, vol.18, n°1, pp : 5-19.

Killingray D. (1986). « The maintenance of Law and Order in British Colonial Africa.» African Affairs, n°340, pp : 411-437.

Kum'a Ndumbe III A. (1980). « L'Afrique noire et l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale L'Afrique et la Seconde Guerre mondiale. » Documents de travail et Rapport du

Colloque de l'UNESCO, Histoire générale de l'Afrique Etudes et Documents, Benghazi, pp : 55-80.

Kuoh C.T. (1990). Mon témoignage : le Cameroun de l'indépendance (1958-1970), Paris, Karthala, p. 214.

Laurent S. et al. (2003) Faire l'histoire du Renseignement, Paris, CNRS éditions, pp : 211-220.

Lauvernier J. (2015). « Historiographie, archives, artefact : L'archive de la recherche en situation limite » Ratcliff M. et al. Frontières d'archives : Recherches, mémoires, savoirs, Paris, Éditions des archives contemporaines, p.154.

Le Doussal R. (2012). Commissaire de Police en Algérie (1952-1962), Editions Riveneuve, Paris, p.945.

Lemay B. (2005). « La guerre des généraux de la Wehrmacht : Hitler au service des ambitions de ses élites militaires ? » Guerre mondiales et Conflits contemporains, Paris, Presses Universitaires de France, Vol.4, n°220, p.91

Martin T. (2007). Empire of Intelligence: security services and colonial disorder after 1914. Los Angeles, University of California Press, p.446.

Miller M B. (2020). Shanghai on the métro: Spies, intrigue and the french between the wars. Los Angeles, University of California Press, p.466.

Payne G S. (1987). The Franco Regime 1936-1975, Madison. The Wisconsin University Press, p.677.

Rigden D. (2004). How to be a spy: the World War II SOE training manual. Toronto, The National Library of Canada Cataloguing Data, p. 433.

Tiquet R. (2018). « Maintien de l'ordre colonial et administration du quotidien en Afrique » in *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°140, Vol 4, Presses De Sciences Po, pp: 3-13.

Pourtier R. (2015). « Camille Lefebvre, Frontière de sables, frontière de papier. Histoire de territoire et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française (XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècles) », dans *Afrique Contemporaine*, pp ; 147-150.

Quevedo J M. (2010). « Telecommunications and Colonial Rivalry: European Telegraph Cables to the Canary Islands and Northwest Africa, 1883-1914. », *Leibniz Institute for the Social Sciences*, Vol. 35, No. 1 (131), *Global Communication: Telecommunication and Global Flows of Information in the Late 19th and Early 20th Century*, pp : 108-124.